



FICHE DE POSTE

**Poste à temps partiel**

## **Chargé de mission pour les QPC au service juridique du Conseil constitutionnel**

**(poste ouvert aux maîtres de conférences ou aux professeurs des universités en droit privé ou droit public)**

Le service juridique participe, sous la direction du Secrétaire général, aux missions essentielles du Conseil constitutionnel, en apportant une assistance de haut niveau au Président et aux autres membres dans la préparation et l'élaboration de l'ensemble de ses décisions : contrôle de constitutionnalité des lois *a priori* et *a posteriori* ; régularité de l'élection du Président de la République et des référendums, et proclamation de leurs résultats ; contentieux des élections parlementaires ; traitement des demandes de déclassement ; autres contentieux divers ; compétence consultative.

Pour accomplir ses missions, le service juridique est organisé principalement autour de cinq membres, issus de différents corps de la fonction publique (un administrateur de l'Assemblée nationale, un administrateur du Sénat, un magistrat administratif, un magistrat judiciaire et un enseignant-chercheur en droit), parmi lesquels figure le chef du service juridique. Ils préparent l'ensemble des décisions et avis rendus par le Conseil constitutionnel et assistent aux délibérés.

Le service juridique comprend également des chargés de mission chargés spécifiquement de participer, sous la direction des cinq membres du service juridique, au traitement des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC). Ceux-ci sont également au nombre de cinq : deux fonctionnaires de catégorie A détachés à plein temps et trois enseignants-chercheurs à temps partiel.

Le service comprend aussi un juriste spécialiste de droit européen et de droit comparé.

Enfin, la gestion de l'ensemble des dossiers et la procédure est assurée par un greffe dirigé par un greffier en chef des services judiciaires et un greffier-adjoint. Deux secrétaires assurent la diffusion des documents de travail du service juridique.

Par ailleurs, le service juridique travaille en collaboration avec le service de documentation, lequel est notamment chargé d'effectuer toutes les recherches documentaires.

## ACTIVITÉS PRINCIPALES DU POSTE

---

Sous l'autorité du chef du service juridique, le chargé de mission intervient, en première main, dans le traitement des dossiers relatifs aux questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) qui lui ont été confiés.

Pour chacune des QPC dont il a la charge, il réalise les activités suivantes, sous la direction d'un membre du service juridique référent pour chacune des affaires :

– instruire le dossier QPC afin de le présenter oralement aux autres membres du service juridique lors des réunions organisées en vue de déterminer les orientations à proposer dans la note d'analyse juridique du Secrétariat général destinée aux membres ;

– rédiger un projet :

- de la note d'analyse juridique du Secrétariat général ;
- de la décision du Conseil constitutionnel ;
- du commentaire cette décision.

– orienter la confection, par le service de documentation, du dossier documentaire qui est joint à chaque note d'analyse juridique et, *in fine*, publié sur le site internet du Conseil constitutionnel.

Le cas échéant, en fonction du niveau d'activité en matière de QPC et de contrôle *a priori* des lois (DC), les chargés de mission peuvent être associés au travail sur les décisions DC.

## COMPÉTENCES (cf. questionnaire et Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat)

---

Savoir-faire	Savoir-être	Connaissances
Esprit d'analyse et de synthèse ; Qualités rédactionnelles ; Aptitude à appréhender l'ensemble des branches du droit.	Sens de la collégialité ; Goût du travail en équipe ; Capacité d'adaptation ; Disponibilité et réactivité ; Rigueur ; Autonomie et sens de l'organisation ;	Solide culture juridique : le chargé de mission aura à traiter de QPC pouvant porter sur toute branche du droit.  Une connaissance approfondie du contentieux constitutionnel n'est pas indispensable.

	Capacité à travailler dans des délais contraints ; Discrétion	
--	------------------------------------------------------------------	--

## EMPLOI TYPE

---

### Chargé de rédaction juridique

Poste ouvert, pour une durée d'un an renouvelable, à des maîtres de conférences ou professeurs des universités en droit privé ou en droit public. La présence au sein du Conseil constitutionnel est nécessaire au moins deux jours par semaine, idéalement les jeudi et vendredi.

## PROCÉDURE DE RECRUTEMENT

---

Poste à pourvoir au 1<sup>er</sup> mars 2020

Date limite de candidature : 3 février 2020

Lettre de candidature et CV à adresser à Samuel GILLIS, chef du service juridique, à l'adresse suivante : [sgillis@conseil-constitutionnel.fr](mailto:sgillis@conseil-constitutionnel.fr)

### Contacts :

- Samuel GILLIS : 01 40 15 30 00
- Marc TOUILLIER, maître de conférences, membre du service juridique : 01 40 15 31 24
- Marjolaine ROCCATI, maître de conférences, chargée de mission pour les QPC : 01 40 15 30 33